

# BRUXELLES

## COMMENT LA VILLE TUE LA RÉGION

La personnalité du bourgmestre Yvan Mayeur et les pouvoirs de la principale commune bruxelloise mettent à mal la Région au pire moment. Conséquence ? Un chaos plus grand dans la gestion de la mobilité ou de la sécurité. Et des arguments donnés à ceux qui veulent affaiblir la capitale. Enquête.

PAR OLIVIER MOUTON

C'est une rivalité contre-productive. Néfaste pour les intérêts de la capitale et des francophones. Depuis quelques mois, la Région bruxelloise et la Ville de Bruxelles se regardent en chiens de faïence sur bon nombre de dossiers sensibles, du piétonnier au centre-ville à la mobilité en passant par la sécurité ou l'économie. Un manque de dialogue et de concertation qui aggrave le chaos en cette période délicate. Et qui tend à démontrer par l'absurde que la Région bruxelloise ne fonctionne pas au mieux, sous les yeux de partis flamands - N-VA en tête - qui n'en demandent pas tant.

Le plus étonnant, c'est que le PS est le seul pilote à bord des deux entités, même si c'est à la tête de majorités différentes (avec le CDH et DéFI à la Région, avec le MR à la Ville). Ses deux hommes forts, Rudi Vervoort, ministre-président de la Région, et Yvan Mayeur, bourgmestre de la Ville, peinent à défendre une vision commune. « Il y a entre eux une lutte de pouvoir incompréhensible, acquiesce un ténor du PS bruxellois. Ne nous voyons pas la face : c'est catastrophique ! Et Laurette (NDLR : *Onkelinx, cheffe de file du PS régional*) est visiblement déchirée entre deux loyautés. » Il est temps de siffler la fin de la récréation.

### Le poids politique de Mayeur

Avec son dynamisme effréné, à la tête d'une Ville dont le budget pèse 900 millions d'euros annuels et qui multiplie les projets d'envergure, Yvan Mayeur prend tout simplement l'ascendant sur son collègue de la Région. « Le ministre-président, qui devrait être l'acteur principal à Bruxelles, ne prend pas la place qu'il devrait assumer pour incarner la Région dans les débats publics, s'énerve Christos Doulkeridis, ancien ministre bruxellois Ecolo, aujourd'hui député dans l'opposition. Le bourgmestre de Bruxelles, lui, fait finalement son job et réussit à faire parler de lui. Je ne le lui reproche pas : il prend la place qu'il peut

prendre. Mais nous nous sommes battus pour obtenir un refinancement de la Région bruxelloise et un statut renforcé après la sixième réforme de l'Etat. Or, on a l'impression que la Région est moins forte qu'avant. Rarement elle n'a été fragilisée à ce point. »

« Yvan Mayeur fait cavalier seul dans de nombreux dossiers, alors que le vrai défi est de mieux se coordonner, épingle Benoît Cerexhe, chef de groupe CDH au parlement régional, qui fut ministre bruxellois pendant dix ans. Le piétonnier en a été la plus forte expression, mais les exemples sont légion : la détermination des zones touristiques, le refus de travailler avec l'agence régionale du commerce... Il y a un manque évident de participation à la dynamique régionale. Il est grand temps que le gouvernement exige que la Ville travaille à des objectifs communs. » Car ce cavalier seul, déclare-t-il, « mal mène le modèle bruxellois ».

Pour illustrer leur propos, nos interlocuteurs évoquent deux scènes révélatrices.

Il y a quelques mois, Rudi Vervoort monte à la tribune du parlement régional. L'écologiste Arnaud Pinxteren lui pose trois questions. « Avez-vous été avisé que le feu d'artifice serait tiré à la place de Brouckère, alors que c'est vous qui le payez ? » « Non », reconnaît le ministre-président. « Avez-vous été consulté sur le périmètre exact du piétonnier et les dispositions pratiques ? » « Non. » « Etes-vous au courant que la Ville de Bruxelles veut organiser les championnats d'Europe d'athlétisme en 2020 ? » Là encore, la réponse est négative, cette proposition de l'échevin MR Alain Courtois ayant, il

est vrai, été formulée de manière évasive.

La seconde scène a lieu lors d'une réunion organisée à l'initiative du ministre fédéral de l'Intérieur, Jan Jambon (N-VA), avec tous les bourgmestres de Bruxelles. Au menu : la sécurité et le plan Canal, décidé après les attentats. « Nous savions qu'il s'agissait d'un jeu de dupes, mais nous voulions mettre les formes », commente un participant. Les premiers maîtres à prendre la parole mettent les formes pour remercier Jan Jambon de mener la concertation avant d'émettre leurs réserves. Vient le tour d'Yvan Mayeur. « Il a littéralement engueulé le ministre en dénonçant sa volonté de →

→ nier Bruxelles », témoigne un autre participant. Et le nationaliste de se féliciter intérieurement de cette sortie le confortant dans ses convictions. « Yvan Mayeur a toujours eu une dynamique de fonctionnement conflictuelle, relève Benoît Cerexhe. Il la cultivait déjà en tant que président du CPAS. Mais aujourd'hui, c'est problématique, tant il a des responsabilités bien plus importantes, dans un contexte sensible pour la Région bruxelloise. »

### Le poids structurel de la Ville

Le bourgmestre de la Ville serait-il le fossoyeur de la Région en menant ses politiques sur les chapeaux de roues ? Dans l'entretien qu'il a accordé au Vif/L'Express (*lire page 44*), Yvan Mayeur s'en défend tout en rappelant l'importance de la Ville. Christos Doulkeridis, lui, estime que le débat dépasse effectivement sa simple personne : « J'ai toujours dit que le poids structurel de la capitale posait un problème, avant même qu'Yvan Mayeur ne devienne bourgmestre de la

**« Il y a une lutte de pouvoir incompréhensible entre Rudi Vervoort et Yvan Mayeur »**

Ville», précise-t-il.

L'homme sait de quoi il parle. Secrétaire d'Etat dans le gouvernement Picqué entre 2009 et 2014, il s'est battu avec l'énergie du désespoir pour ériger des logements dont Bruxelles manque cruellement. « Je devais quémander des terrains auprès des communes, se souvient-il. Il faut bien sûr des concertations avec le niveau local, mais l'impulsion devrait naturellement venir de la Région et c'était impossible. C'est son grand handicap : un pouvoir politique qui ne dispose pas du foncier est un pouvoir faible ! Le statut de capitale de la Ville et la politique du roi Léopold II, au début du siècle dernier, lui ont permis de se constituer un capitale foncier inimaginable. » Historiquement, la Ville a, depuis toujours, la mainmise sur la plupart des zones bruxelloises ayant incontestablement une envergure régionale : le cœur historique, le plateau du Heysel, le quartier européen, le bois de La Cambre... Un atout majeur.

Le pouvoir de la Ville est disproportionné dans bien des domaines, prolonge encore l'ancien secrétaire d'Etat. « On ne mesure pas son poids dans d'autres dossiers majeurs, comme celui des hôpitaux publics. L'essentiel de la politique des sans-abris est géré par le Samu social, un organe de la Ville, et non pas au niveau de la Région. La Ville a bien plus de pouvoir culturel que la Région ou la Commission communautaire francophone (Cocof) et elle vient encore de le développer en reprenant le Cirque royal au Botanique – là aussi, un bâtiment qui lui appartient. » Sa conclusion ? « Tous les partis politiques francophones considèrent qu'il faut un poids politique plus

important de la Région et une plus grande cohérence des politiques. Or, c'est loin d'être le cas. » Un constat partagé jusqu'au sein du PS, *off the record* : « La Ville de Bruxelles est un Etat dans l'Etat, c'est clair. »

Ministre-président pendant pas moins de dix-neuf ans, père fondateur de la Région et actuel président de son parlement, Charles Picqué refuse de jouer les « belles-mères » à l'égard de son successeur. Il retient ses critiques. Mais lorsqu'il revient sur l'histoire, il dit tout. « Quand on crée la Région en 1988-1989, on s'interroge évidemment sur les compétences régionales, les compétences communales et la complémentarité entre communes et Régions, se souvient-il. On part alors sur l'esprit de la contractualisation. Cela permet à la Région de veiller à la cohérence régionale – on ne peut pas avoir dix-neuf plans de mobilité, des politiques d'aménagement concurrentielles... Mais les communes, elles, constituent un contrepoids à un pouvoir régional qui peut être à tout moment bloqué par les Flamands en raison de la parité linguistique. Ce sont des bases arrière francophones. Les communes sont un peu à la Région ce que la Région est à l'Etat : une garantie de fonctionnement des services. Elles constituent en → quelque sorte la cavalerie légère. Enfin, les communes peuvent tout faire, elles ont toutes les compétences qu'elles veulent, notamment en matière d'enseignement. »

« Très vite, enchaîne-t-il, on se rend toutefois compte que la Ville de Bruxelles a un poids important. Elle participe à une part importante du PIB, au rayon-

nement international de Bruxelles, elle a un territoire tentaculaire depuis Léopold II... Il ne faut jamais oublier qu'elle reste la capitale de la Belgique, une fonction pour laquelle elle reçoit plus de 100 millions par an. Ce n'est pas un contexte facile, cela peut susciter des jalousies et des conflits. Mais finalement, la Région a tout pouvoir. Elle a la tutelle administrative, elle est le premier pouvoir subsidiaire, elle contrôle le Fonds des communes, elle a la tutelle sur le budget, les contrats de prévention et de sécurité, un droit de tirage sur Beliris, la capacité d'orienter les fonds européens... »

Un pouvoir qu'elle utilise trop peu, aujourd'hui, contre la Ville... Rudi Vervoort, ministre-président, n'a pas donné suite à notre demande d'entretien.

#### La défense de la Région

Laurette Onkelinx, cheffe de file du PS bruxellois, ne nie pas ces tensions. « A l'époque de Charles Picqué et Freddy Thielemans, c'était tout aussi difficile, mais ces deux personnalités étaient plus rondes, explique-t-elle. Aujourd'hui, en apparence, c'est sans doute plus carré.

Mais depuis toujours, les relations sont un peu particulières entre la Ville et la Région. La Ville est la capitale de la Belgique, elle accueille les institutions européennes, c'est là que se déroulent toutes les grandes manifestations politiques ou revendicatives... C'est logique qu'elle ait un statut particulier. »

Qu'importe. Un accord « révolutionnaire » se profile à l'horizon en matière de sécurité, note-t-elle. Et les pouvoirs se sont mis autour de la table pour accorder leurs violons au sujet du piétonnier, la Région soutenant dès lors la Ville à 100%. « Je fais une réunion par semaine entre les deux hommes, sans compter d'autres concertations à tous les niveaux. On multiplie cela pour éviter les couacs et arriver à un maximum d'harmonie. Moi qui suis un grand défenseur de la Région, j'entends œuvrer dans le sens de celle-ci, d'autant qu'elle est contestée par la N-VA. »

Cette volonté rassurante sera-t-elle suffisante à l'épreuve des faits et de deux personnalités antinomiques ? ♦

La semaine prochaine, Le Vif Weekend vous propose un numéro anti-Brussels bashing et opte pour un regard

volontairement positif sur notre capitale. Ses écoles, dont la notoriété attire des étudiants de tous horizons avec, à la clé, un brassage de nationalités inégalé. Ses amateurs d'art pas (uniquement) motivés par la spéculation, qui osent parier sur des talents en devenir. Son côté chaotique, paradoxalement, qui



peut avoir pour corollaire une souplesse dans laquelle trouver plus aisément sa place. Et puis, la jeunesse de sa

population, une force que les Régions wallonne et flamande lui envient : 57% de moins de 40 ans contre respectivement 49 et 46%. La rédaction a donné la parole à une trentaine d'entre eux, qui ont pour points communs de faire avancer les choses dans le bon sens... et d'avoir un fameux boentje pour leur ville.